

## Chambre des Représentants

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

2 DECEMBRE 1988

### PROJET

de loi-programme  
(articles 70 à 79, 132 et 140 à 142)

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE  
LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DES  
CLASSES MOYENNES (1)

PAR  
**M. DE RAET**

(1) Composition de la Commission :  
Président : M. Baldewijns.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Beerden, Cauwenberghs, Mmes Kestelyn-Sierens, Nelis-Van Liedekerke, M. Van Looy.  
P.S. MM. Gilles, Happart, Hargnies (Y.), Janssens, Santkin.  
S.P. MM. Baldewijns, Coppens, Gesquiere, Peuskens.  
P.V.V. MM. Decoster, Denys, Verberckmoes.  
P.R.L. MM. Cornet d'Elzius, Halette.  
P.S.C. MM. Antoine, Lebrun.  
V.U. M. Pillaert.  
Ecolo/ M. Van Durme.  
Agalev

B. — Suppléants :

M. Desutter, Mme Merckx-Van Goey, MM. Moors, Olivier (M.), Steverlynck, Van Parys.  
Mlle Burgeon (C.), MM. Charlier (G.), De Raet, Leroy, Vancrombruggen, N.  
M. Bossuyt, Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Timmermans, Vanderheyden, Van Steenkiste.  
MM. Berben, Deswaene, Flamant, Mahieu.  
MM. Ducarme, Henrotin, Mundeleer.  
MM. Beaufays, Gehlen, Laurent.  
Mme Brepoels, M. Vervaeft.  
MM. Cuyvers, Daras.

Voir :

- 609 - 88 / 89 :  
— N° 1 : Projet de loi.  
— N° 2 : Annexe.  
— N° 3 à 15 : Amendements.  
— N° 16 : Rapport (Commission Economie).  
— N° 17 : Amendement.  
— N° 18 : Rapport (Commission Relations extérieures).  
— N° 19 : Rapport (Commission Finances).  
— N° 20 : Rapport (Commission Droit commercial).

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

2 DECEMBER 1988

### ONTWERP

van programmawet  
(artikelen 70 tot 79, 132 en 140 tot 142)

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE LANDBOUW EN DE  
MIDDENSTAND(1)

UITGEBRACHT DOOR  
DE HEER **DE RAET**

(1) Samenstelling van de Commissie :  
Voorzitter : de heer Baldewijns.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Beerden, Cauwenberghs, Mevr. Kestelyn-Sierens, Nelis-Van Liedekerke, H. Van Looy.  
P.S. HH. Gilles, Happart, Hargnies (Y.), Janssens, Santkin.  
S.P. HH. Baldewijns, Coppens, Gesquiere, Peuskens.  
P.V.V. HH. Decoster, Denys, Verberckmoes.  
P.R.L. HH. Cornet d'Elzius, Halette.  
P.S.C. HH. Antoine, Lebrun.  
V.U. H. Pillaert.  
Ecolo/ H. Van Durme.  
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

H. Desutter, Mevr. Merckx-Van Goey, HH. Moors, Olivier (M.), Steverlynck, Van Parys.  
Mej. Burgeon (C.), HH. Charlier (G.), De Raet, Leroy, Vancrombruggen, N.  
H. Bossuyt, Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Timmermans, Vanderheyden, Van Steenkiste.  
HH. Berben, Deswaene, Flamant, Mahieu.  
HH. Ducarme, Henrotin, Mundeleer.  
HH. Beaufays, Gehlen, Laurent.  
Mevr. Brepoels, H. Vervaeft.  
HH. Cuyvers, Daras.

Zie :

- 609 - 88 / 89 :  
— N° 1 : Wetsontwerp.  
— N° 2 : Bijlage.  
— N° 3 tot 15 : Amendementen.  
— N° 16 : Verslag (Commissie Bedrijfsleven).  
— N° 17 : Amendement.  
— N° 18 : Verslag (Commissie Buitenlandse Betrekkingen).  
— N° 19 : Verslag (Commissie Financiën).  
— N° 20 : Verslag (Commissie Handelsrecht).

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré 3 réunions à l'examen des articles 70 à 79, 132 et 140 à 142 du projet de loi-programme, à savoir les lundi 28, mardi 29 et mercredi 30 novembre 1988.

### I. — PENSIONS DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

(Articles 132 et 140 à 142)

#### A. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT AUX PENSIONS

Le projet de loi-programme prévoit deux mesures importantes en ce qui concerne le régime de pension des travailleurs indépendants.

a) la réduction de l'intervention de l'Etat au bénéfice du régime de pension des travailleurs indépendants à concurrence du produit de la cotisation de modération prélevée sur les revenus des travailleurs indépendants.

b) l'exécution de la deuxième phase d'un plan quinquennal visant à porter les minima de pension garantis aux travailleurs indépendants au niveau du revenu garanti aux personnes âgées au 1<sup>er</sup> janvier 1992. Les allocations d'invalidité prévues dans le régime des travailleurs indépendants sont relevées de la même manière.

Ces mesures avaient d'ailleurs fait l'objet d'un engagement dans le cadre de l'accord de gouvernement.

Le Secrétaire d'Etat retrace ensuite l'historique du régime de pension des indépendants depuis la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension.

Plusieurs arrêtés royaux ont été pris afin d'adapter systématiquement la pension des indépendants. La loi du 7 novembre 1987 ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant des dispositions financières et diverses (*Moniteur belge* du 17 novembre 1987) a en outre institué le principe d'une pension minimum garantie, qui ne peut être inférieure au revenu garanti aux personnes âgées. La carrière professionnelle de l'indépendant doit être au moins égale aux 2/3 de la carrière complète pour ouvrir le droit à une quotité équivalente du montant minimum. Cette même loi a également fixé le montant de la subvention annuelle de l'Etat au profit du régime de pension des indépendants à 12 821,8 millions de F. En vertu du projet de loi à l'examen, ce montant serait porté à 13 119,3 millions de F.

Afin de ne pas engager son successeur, le précédent gouvernement n'a pris en 1987 que les dispositions

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft 3 vergaderingen gewijd aan het onderzoek van de artikelen 70 tot 79, 132 en 140 tot 142 van het ontwerp van programmawet, op de hiernavolgende data : maandag 28, dinsdag 29 en woensdag 30 november 1988.

### I. — PENSIOENEN VOOR DE ZELFSTANDIGEN

(Artikelen 132 en 140 tot 142)

#### A. TOELICHTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR PENSIOENEN

Het ontwerp van programmawet omvat twee belangrijke maatregelen in verband met de pensioenregeling voor de zelfstandigen.

a) de vermindering van de Rijkstoelage voor de pensioenregeling van de zelfstandigen ten behoeve van de opbrengst van de matigingsbijdrage van de zelfstandigen.

b) de uitvoering van de tweede fase van een vijfjaarplan dat erop gericht is om het gewaarborgd minimumpensioen voor zelfstandigen op 1 januari 1992 op het niveau te brengen van het Gewaarborgd Inkomen voor Bejaarden (G.I.B.). De invaliditeitsuitkeringen voor zelfstandigen worden op analoge wijze opgetrokken.

In het Regeerakkoord was hiertoe overigens een engagement genomen.

Vervolgens schetst de Staatssecretaris de historiek van de pensioenregeling voor de zelfstandigen sedert de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering van de pensioenregelingen.

Verscheidene koninklijke besluiten werden genomen om het pensioen van de zelfstandigen stelselmatig aan te passen. Bovendien werd door de wet van 7 november 1987, waarbij voorlopige kredieten werden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988 en houdende financiële bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 17 november 1987) principieel een gewaarborgd minimumpensioen ingesteld. Dit mag niet lager zijn dan het Gewaarborgd Inkomen voor Bejaarden. De beroepsloopbaan van de zelfstandige moet ten minste gelijk zijn aan 2/3 van een volledige loopbaan, om in eenzelfde proportie van het minimumbedrag te kunnen genieten. In dezelfde wet van november 1987 werd ook de jaarlijkse Rijkssubsidie aan de pensioenregeling voor zelfstandigen vastgesteld op 12 821,8 miljoen F. In onderhavig wetsontwerp wordt voorgesteld dit bedrag op te trekken tot 13 119,3 miljoen F.

Teneinde de komende Regering niet te binden werden in 1987, door de uitvredende Regering, enkel

légales nécessaires à l'exécution de la première phase de l'alignement (augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 1988).

Cette adaptation s'est traduite par une augmentation de 5,84 % pour les ménages et de 4,2 % pour les isolés, ce qui donne respectivement des montants de pension de 205 376 F et de 161 794 F, pour autant qu'il soit satisfait à la condition des 2/3 de la carrière complète, le montant effectif étant proportionnel à la durée de la carrière.

Ces montants ont été obtenus en ajoutant au montant forfaitaire de la pension des travailleurs indépendants un cinquième de la différence entre le montant du revenu garanti aux personnes âgées et ce montant forfaitaire.

Les travailleurs indépendants qui satisfaisaient à la condition des 2/3 en ce qui concerne leur carrière, mais qui bénéficiaient dès avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 d'un montant supérieur, proportionnel à leur carrière, n'ont reçu aucune augmentation.

L'exécution de la deuxième phase pose une série de problèmes. En effet, rien n'a été prévu à cet égard dans le financement global du plan quinquennal.

La deuxième phase sera dès lors calculée comme suit :

Un quart de la différence entre le revenu garanti aux personnes âgées et le montant forfaitaire de la pension des travailleurs indépendants sera ajouté à ce montant forfaitaire. Cette augmentation ira de pair avec une majoration de 2 % du revenu garanti aux personnes âgées. Cette majoration sera donc incorporée dans la base pour le calcul de la deuxième étape.

Exprimée en pourcentages, cette augmentation représente 6,1 % (217 973 F) pour les ménages et 4,6 % (169 301 F) pour les isolés.

Lorsque le projet de loi-programme sera voté, il faudra encore prendre les arrêtés royaux nécessaires à la concrétisation de cette mesure.

Le financement ne devrait poser aucun problème particulier en 1989.

Si l'on applique le même principe de calcul, l'augmentation pourra être supportée par le régime même. Une partie de cette augmentation sera financée par le transfert de la dette, une deuxième partie, par l'étalement de la dette et une troisième partie, par l'adaptation de la clé de répartition des cotisations sociales.

## B. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

### Art. 132

En instaurant un nouveau système de perception des cotisations de sécurité sociale (en remplacement de la cotisation de consolidation), le Gouvernement espère réaliser 6 milliards de recettes supplémentaires.

L'objectif étant de réduire le montant global de l'intervention de l'Etat au profit du régime de pension de 8 milliards de F, il faudra encore réaliser des compen-

dations légales nécessaires à l'exécution de la première phase de l'alignement (augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 1988).

Deze wettelijke beschikkingen getroffen die de eerste fase van de gelijkschakeling moesten uitvoeren (verhoging op 1 januari 1988).

Deze aanpassing kwam neer op een verhoging met 5,84 % voor gezinnen en 4,2 % voor de alleenstaanden, hetzij respectievelijk een pensioenbedrag van 205 376 F en 161 794 F voor zover aan de 2/3 loopbanen werd voldaan en in verhouding tot de loopbaan.

Deze bedragen werden bekomen door 1/5 van het verschil van het bedrag van het GIB en het forfaitair bedrag van het pensioen van de zelfstandigen bij dit laatste op te tellen.

Zelfstandigen die voldeden aan de 2/3 loopbaan, maar die reeds vóór 1 januari 1988 een hoger bedrag genoten, propotioneel in verhouding tot hun loopbaan, kregen geen verhoging.

De uitvoering van de tweede fase stelt een aantal problemen. Er was immers niet voorzien in de globale financiering van het vijfjarenplan.

De tweede fase zal daarom als volgt worden berekend :

Een vierde van het verschil tussen het GIB en het forfaitair bedrag van de pensioenen voor zelfstandigen, zal bij dit laatste gevoegd worden. Deze verhoging gaat gepaard met een verhoging van het GIB met 2 %. Deze wordt dus mee verrekend in de basis voor de berekening van de tweede stap.

Procentueel betekent dit een verhoging van 6,1 % (217 973 F) voor gezinnen en 4,6 % (169 301 F) voor alleenstaanden.

Na goedkeuring van het ontwerp van programma-wet dienen hiertoe nog de nodige koninklijke besluiten te worden getroffen.

Voor 1988 zouden zich geen bijzondere financieringsproblemen stellen.

Bij toepassing van hetzelfde berekeningsprincipe kan de verhoging gedragen worden door het stelsel zelf. Een gedeelte zal gefinancierd worden door de overheveling van de schuld en een gedeelte door aanpassing van de verdeelsleutel der sociale bijdragen.

## B. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

### Art. 132

Door een nieuw inningssysteem van de sociale bijdragen (ter vervanging van de consolideringsbijdrage) hoopt de Regering een opbrengst te realiseren van 6 miljard F.

Ten opzichte van het globale bedrag (8 miljard F) waarmee zij de Rijkstoelage van het pensioenstelsel wil verminderen dient bijkomend nog 2 miljard F te

sations pour un montant de 2 milliards, que l'on espère obtenir en accélérant la perception des cotisations.

Un membre demande si ces objectifs sont réalisables. Ne serait-il pas plus réaliste de réduire la subvention de l'Etat à concurrence de l'augmentation de recettes résultant de l'application du nouveau système de perception sans fixer d'avance un montant précis et sans compter sur les recettes incertaines de la perception accélérée.

*Le Secrétaire d'Etat* répond que le montant de 8 milliards constitue une condition impérative pour la réalisation de l'équilibre budgétaire global.

Bien que l'on accorde une certaine amnistie pour les arriérés de cotisations, des amendes seront toutefois infligées d'ici le début de 1989 en cas de non-paiement des cotisations.

Un membre estime que l'article 132 n'a finalement d'autre objet que de compenser une réduction de l'intervention de l'Etat par une rationalisation financière du système. Plus le produit des cotisations des travailleurs indépendants sera élevé, moins l'intervention de l'Etat sera importante.

Un membre demande si cette logique sera également appliquée dans le régime des travailleurs salariés et dans le secteur public et insiste pour que l'on instaure une symétrie entre les différents régimes.

Un autre membre réplique que si l'on veut aligner les différents régimes, il faut également calculer les cotisations des travailleurs indépendants sur leur revenu déplafonné. L'effort de solidarité porterait ainsi sur l'ensemble des revenus, comme c'est le cas chez les travailleurs salariés.

*Le Secrétaire d'Etat* répond qu'en fait, aucun effort supplémentaire n'est demandé aux travailleurs indépendants par rapport aux années précédentes, si ce n'est qu'il faudra réunir les 8 milliards de francs déjà évoqués.

Les efforts demandés aux autres secteurs font actuellement l'objet de négociations.

Des efforts devront également être consentis dans les autres régimes afin de réduire la subvention de l'Etat.

Un membre se demande si l'instauration du nouveau système permettra vraiment d'atteindre un équilibre.

Dans l'ancien système, les charges n'étaient supportées que par 50 % environ des travailleurs indépendants (seuls les travailleurs bénéficiant d'un certain revenu devaient verser une cotisation).

Selon le nouveau système, les charges seront supportées par l'ensemble des travailleurs indépendants, dont une grande partie ont cependant des revenus qui ne peuvent être contrôlés, ce qui risque de compromettre l'équilibre du système.

*Le Secrétaire d'Etat* replique que l'ancien système présentait également des inconvénients. C'étaient surtout les jeunes indépendants qui étaient relativement défavorisés par rapport aux plus âgés.

worden gecompenseerd. Dit hoopt men te kunnen realiseren door een versnelde inning aan de bijdragen.

Gevraagd wordt naar de haalbaarheid hiervan. Zou het niet realistischer zijn de Rijkstoelagen te verminderen ten behoeve van de meerontvangsten bekomen door het nieuwe inningsysteem, zonder een bepaald bedrag voorop te stellen en zonder te rekenen op de onzekere opbrengst van een versnelde inning.

*De Staatssecretaris* merkt op dat de vooropgestelde 8 miljard een imperatief is om het globale begrotings-evenwicht te bereiken.

Hoewel er een soort amnestie geldt voor achterstallige bijdragen, zullen op niet betaalde bijdragen tegen begin 1989 evenwel bepaalde boetes geheven worden.

Volgens een lid komt de essentie van artikel 132 erop neer dat een minder-uitgave van de Staat wordt gecompenseerd door een financiële rationalisering van het systeem. Hoe meer bijdragen er worden betaald door de zelfstandigen zelf, hoe minder de Staat dient bij te dragen.

Gevraagd wordt of deze logica ook zal doorgetrokken worden naar de werknemers- en de overheidssector. Een lid dringt overigens aan op een symmetrie tussen de verschillende stelsels.

Een ander lid werpt op dat wanneer men tot analoge stelsels wil komen de bijdragen van de zelfstandigen dan ook moeten berekend worden op het gedepaflonneerde inkomen. Zodoende zou de solidariteit volledig zijn uitwerking hebben over het gehele inkomen, zoals bij de werknemers het geval is.

*De Staatssecretaris* antwoordt dat er voor de zelfstandigen in feite geen bijkomende inspanningen ten opzichte van de vorige jaren worden gevraagd. Enkel de 8 miljard F waarvan sprake moet worden opgebracht.

De inspanningen van de andere sectoren vormen het voorwerp van aan gang zijnde onderhandelingen.

Ook in de andere stelsels zullen inspanningen dienen te worden geleverd om de toelage gegeven door het Rijk te beperken.

Een lid verontrust zich over de haalbaarheid van een evenwicht in het nieuwe systeem :

In het vroegere systeem werden de lasten gedragen door slechts ± 50 % van de zelfstandigen (enkel deze met een bepaald inkomen dienden een bijdrage te storten).

In het nieuwe systeem worden de lasten gedragen door het geheel van de zelfstandigen, waarvan een grote groep evenwel oncontroleerbare inkomsten heeft. Hierdoor dreigt het systeem in onevenwicht te geraken.

*De Staatssecretaris* replicaert dat ook het oude systeem zijn nadelen had. Vooral jongere zelfstandigen werden daardoor relatief benadeeld ten opzichte van de oudere zelfstandigen.

Cet article est adopté par 14 voix contre 4.

#### Art. 140

Le Secrétaire d'Etat donne les réponses suivantes aux questions de différents membres :

a) *Perspectives à terme en ce qui concerne le rapprochement du régime de pension des indépendants de celui des autres catégories professionnelles. Réalisation accélérée de l'alignement sur le revenu garanti aux personnes âgées*

Le Gouvernement s'en tient à l'exécution de l'accord de gouvernement.

En ce qui concerne la réalisation de la première étape du plan quinquennal, il ressort en effet dès à présent des calculs que le financement n'est pas entièrement assuré.

On s'efforce cependant de faire évoluer les montants des pensions parallèlement au revenu garanti aux personnes âgées. C'est ainsi que pour 1989, le revenu garanti aux personnes âgées, majoré de 2 %, a été pris comme base de référence. Le financement s'effectuera donc partiellement par le biais de la diminution des coûts qui résultera de l'entrée en vigueur du nouveau système de perception.

Une réalisation accélérée de l'alignement ne peut pas encore être décidée. Il faut, pour ce faire, disposer de données concrètes sur le produit du nouveau système de perception.

Il faut également examiner dans quelle mesure la clé de répartition des cotisations prévue correspond à la réalité. Le clé de répartition serait modifiée comme suit :

Régime	Ancienne clé de répartition	Nouvelle clé de répartition
Secteur des Pensions	68,90 %	70,40 %
Allocations familiales	27,10 %	24,75 %
Assurance maladie-invalidité	3,90 %	4,85 %

#### b) *Coût de l'opération de rattrapage*

Pour 1988, les dépenses supplémentaires sont estimées à 1,88 milliard de F. Elles seront couvertes par :

- un transfert partiel de subventions au profit du régime du revenu garanti aux personnes âgées (236 millions de F). Une partie des indépendants bénéficiaient en effet déjà du revenu garanti aux personnes âgées.

- un étalement de la dette (860 millions de F);
- une adaptation de la clé de répartition.

Dit artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

#### Art. 140

Op de vragen van verschillende leden geeft *de Staatssecretaris* volgende antwoorden :

a) *Vooruitzichten op termijn om het pensioenstelsel van de zelfstandigen nauwer te doen aansluiten bij dat van andere beroepscategorieën. Versneld realisatie van de gelijkschakeling met het GIB (Gewaarborgd inkomen voor bejaarden)*

De Regering houdt zich aan de uitvoering van het Regeerakkoord.

Wat de realisatie van de eerste stap van het vijfjaarplan betreft, blijkt immers reeds uit de rekeningen dat de financiering niet geheel sluitend is.

Nochtans wordt ernaar gestreefd de pensioenbedragen mee te doen evolueren met het GIB. Zo werd voor 1989 als referentebasis het met 2 % verhoogde GIB genomen. De financiering zal dus gedeeltelijk mede gebeuren door de verlaging van de kosten van het nieuwe inningssysteem dat van kracht wordt.

Tot een versnelde realisatie van de gelijkschakeling kan nog niet beslist worden. Hiertoe moet men concrete gegevens hebben over de opbrengst van het nieuwe inningssysteem.

Nagegaan moet ook worden in welke mate de voorziene verdeelsleutel van de bijdragen overeen stemt met de werkelijkheid. De verdeelsleutel zou als volgt worden gewijzigd :

Stelsel	Vroegere verdeelsleutel	Nieuwe verdeelsleutel
Pensioensector	68,90 %	70,40 %
Kinderbijslag Ziekte- en invaliditeitsuitkering	27,10 %	24,75 %

#### b) *Kosten van de inhaaloperatie*

Voor 1988 worden de meeruitgaven geraamd op 1,88 miljard F. Deze meerkosten zullen worden gedekt door :

- gedeeltelijke overheveling van subsidies van het GIB-stelsel (236 miljoen F). Een deel van de zelfstandigen genoot immers reeds van het GIB;

- spreiding van de schuld (860 miljoen F);
- aanpassing van de verdeelsleutel.

Pour 1989, les dépenses supplémentaires sont évaluées à 2,168 milliards de F (compte tenu d'une indexation).

Le surcoût serait couvert par :

- le transfert de subventions au profit du régime du revenu garanti aux personnes âgées (427 millions de francs);
- l'étalement de la dette (1,2 milliard de F);
- le produit de la modification de la clé de répartition des cotisations (environ 496 millions de francs).

c) *Prévisions concernant les régimes de pension complémentaires dans la perspective d'une péréquation au sein du secteur des travailleurs indépendants, mais aussi par rapport à d'autres catégories professionnelles.*

Au cours de la législature précédente, un certain nombre de propositions de loi tendant à réaliser cette péréquation ont été déposées et accueillies favorablement par le Gouvernement.

Un certain nombre de propositions ont également été formulées à l'occasion du récent examen par le Sénat du budget du Ministère des Classes moyennes pour 1988.

Le Gouvernement se propose d'étudier toutes ces propositions.

d) *Caractéristiques propres à la catégorie des travailleurs indépendants. Fluctuations importantes du volume des cotisations par suite de l'augmentation ou de la diminution (faillites) du nombre des travailleurs indépendants en fonction de la situation économique.*

Le Secrétaire d'Etat estime qu'il faut effectivement tenir compte de ce genre de données en cas de modification du régime de pension.

e) *Prise en considération du revenu cadastral des propriétés.*

Le secrétariat d'Etat examine actuellement dans quelle mesure il convient de tenir compte de cet élément pour l'octroi d'un revenu garanti aux personnes âgées.

Une proposition pourra sans doute être formulée vers 1989-1990.

f) *Programmation de l'alignement sur le revenu garanti aux personnes âgées.*

Un membre fait observer qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un plan quinquennal impératif, ni d'une véritable programmation. Les dispositions légales ne concernent qu'une deuxième augmentation.

Le Secrétaire d'Etat objecte que le principe du plan quinquennal a été accepté. Etant donné que l'adaptation doit être conforme à l'objectif budgétaire global, il s'indique de calculer annuellement ce qui est réalisable, sans anticiper sur les années suivantes.

Voor 1989 worden de meeruitgaven geraamd op 2,168 miljard F (rekening houdend met 1 indexaanpassing).

De meerkosten zouden worden gedekt door :

- overheveling van GIB-subsidies (472 miljoen F);
- spreiding schuld (1,2 miljard F);
- ± 496 miljoen zou gehaald worden uit de wijziging van de verdeelsleutel der bijdragen.

c) *Vooruitzichten in verband met aanvullende pensioenregelingen teneinde tot een perequatie te komen binnen de sector van de zelfstandigen maar ook ten aanzien van andere professionele categorieën*

In de vorige legislatuur werden ter zake een aantal wetsvoorstellen ingediend die door de Regering gunstig werden onthaald.

Ook naar aanleiding van de recente besprekking in de Senaat van de begroting van het Ministerie van de Middenstand voor 1988 werden een aantal voorstellen geformuleerd.

De Regering wil wel deze voorstellen thans ter studie nemen.

d) *Specifieke karakteristieken van de zelfstandigenpopulatie. Onregelmatig bijdragenvolume door forse toename of vermindering (faillissementen) van het aantal zelfstandigen naargelang de economische situatie*

Met dergelijke elementen moet volgens de Staatssecretaris, bij een wijziging van het pensioenstelsel, uiteraard rekening worden gehouden.

e) *In aanmerking nemen van het kadastraal inkomen van de eigendom*

Het Staatssecretariaat onderzoekt momenteel in welke mate hiermee rekening moet worden gehouden bij de toekenning van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Wellicht zal rond 1989-1990 een voorstel kunnen worden gedaan.

f) *Programmatie van de gelijkschakeling aan het GIB*

Een lid merkt op dat het hier niet om een imperatief vijfjarenplan of om een echte programmatie gaat. De wettelijke regeling betreft enkel een tweede verhoging.

De Staatssecretaris werpt op dat het principe van het vijfjarenplan werd aanvaard. Aangezien de aanpassing moet kaderen in de globale begrotingsopzet is het aangewezen jaarlijks de berekening te maken van wat haalbaar is, zonder vooruit te lopen.

Pour 1989, le Gouvernement ira en fait au-delà de ce que prévoyait le programme, puisqu'il prendra comme base de référence le revenu garanti aux personnes âgées majoré de 2 % (1989) et non le revenu garanti aux personnes âgées de 1988, ce qui devrait permettre d'atteindre plus rapidement l'objectif poursuivi.

Cet article est adopté par 14 voix contre 4.

#### Art. 141 et 142

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés successivement par le même vote.

### II. — CLASSES MOYENNES

#### Art. 70-79

##### A. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES

###### « 1. Exposé général

Le titre II vise essentiellement le remplacement du système actuel de la cotisation de consolidation.

###### *Historique du système*

Les mesures de modération salariale imposées aux travailleurs salariés et aux agents du secteur public se sont traduites notamment par trois sauts d'index (arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984).

Ils ont été appliqués en mai 1984 (avril pour le secteur public) puis en janvier 1985.

L'année 1986 n'ayant pas connu de passage à l'indice-pivot, le troisième saut d'index est intervenu en juin 1987.

Dans le souci de demander un effort parallèle aux travailleurs indépendants, l'arrêté royal n° 289 qui porte la même date du 31 mars 1984 a instauré une cotisation de modération qui a été consolidée par l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 sous le nom de cotisation de consolidation.

###### *Fonctionnement du système*

Ce système imposait aux indépendants une cotisation provisoire correspondant aux sauts d'index. C'est ainsi qu'en 1984, elle a été fixée à 0,50 % par trimestre à partir du deuxième trimestre, soit au total 1,50 % du revenu professionnel moyen des années 1980 à 1982.

Cette cotisation provisoire étant établie de manière aveugle indépendamment de l'évolution des revenus professionnels des intéressés, elle impliquait une régularisation ultérieure.

Voor 1989 doet de Legering eigenlijk meer dan wat in het programma stond, door de 2 % verhoging van het GIB (1989) als referentiebasis te nemen in plaats van het GIB 1988. Hierdoor kan men wellicht vlugger tot het einddoel komen.

Dit artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

#### Art. 141 en 142

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden achtereenvolgens met dezelfde stemming aangenomen.

### II. — MIDDENSTAND

#### Art. 70-79

##### A. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MIDDENSTAND

###### « 1. Algemene uiteenzetting

Titel II beoogt hoofdzakelijk de vervanging van de huidige regeling inzake consolideringsbijdragen.

###### *Ontstaan van de regeling*

De maatregelen inzake loonmatiging die aan de werknemers en de personeelsleden van de overheidssector werden opgelegd, kregen vaste vorm in drie overgeslagen indexeringen (koninklijk besluit n° 281 van 31 maart 1984).

Ze werden toegepast in mei 1984 (april voor de overheidssector) en nadien in januari 1985.

In 1986 werd het spilindexcijfer niet overschreden, zodat de volgende indexsprong pas in juni 1987 plaatsvond.

Ten einde van de zelfstandigen eenzelfde inspanning te vragen voerde het koninklijk besluit n° 289, dat dezelfde datum van 31 maart 1984 draagt, een matigingsbijdrage in, die bij koninklijk besluit n° 464 van 25 september 1986 werd geconsolideerd onder de benaming consolideringsbijdrage.

###### *Werking van de regeling*

Deze regeling legde de zelfstandigen een voorlopige bijdrage op, die overeenstemde met de overgeslagen indexeringen. In 1984 werd ze vastgesteld op 0,50 % per kwartaal vanaf het tweede kwartaal, of in totaal 1,50 % van het gemiddelde jaarlijkse bedrijfsinkomen van de jaren 1980 tot 1982.

Die voorlopige bijdrage was een blinde maatregel die geen rekening hield met de ontwikkeling van het bedrijfsinkomen van de betrokkenen, zodat een latere regularisering noodzakelijk was.

Il fallait pour cela disposer des revenus professionnels de 1983 et de 1984, ce qui n'est possible que trois ans après.

Au moment où ces revenus seraient connus, la cotisation définitive annuelle serait fixée à 1,58 % du revenu professionnel de 1983, pourcentage correspondant aux sauts d'index.

Bien entendu, il n'y avait aucune raison d'imposer une telle cotisation à des indépendants dont les revenus n'avaient pas augmenté au-delà de l'indexation réelle entre 1983 et 1984. C'est pourquoi la cotisation définitive était limitée à la différence entre le revenu de 1984 et celui de 1983 indexé comme le sont les rémunérations des agents du secteur public (coefficient 1,0477).

Tel est le mécanisme de cette cotisation de modération qui a été reproduit pour les années suivantes en tenant compte des nouveaux sauts d'index.

En 1985 et en 1986, la cotisation provisoire a été fixée respectivement à 1 et 1,50 % par trimestre et la cotisation définitive annuelle respectivement à 4,34 et 4,44 % du revenu de 1983.

En 1987 et 1988, c'est le régime de la cotisation de consolidation : la cotisation provisoire atteint 1,53 % par trimestre et la cotisation définitive annuelle 6,12 % du revenu de 1983.

Bien entendu, il y a chaque fois une limitation : la différence entre le revenu de chacune de ces années et celui de l'année 1983 augmenté de l'indexation dont ont bénéficié les agents du secteur public.

#### *Exemple*

Un indépendant dont le revenu imposable en 1987 atteindrait par exemple 500 000 F alors qu'il aurait été de 450 000 F en 1983 devrait payer pour 1987 une cotisation provisoire de :

$$\begin{array}{l} 4 \times 1,53 \% \text{ par trimestre} = \\ 6,12 \% \text{ de } 450 \text{ 000 F} = \end{array} \quad 27 \text{ 540 F}$$

Sa cotisation définitive sera de :

$$\begin{array}{l} 6,12 \% \text{ de } 450 \text{ 000 F limitée à} \\ 500 \text{ 000 F} - (450 \text{ 000} \times 1,0984) = \end{array} \quad 5 \text{ 720 F}$$

Trop-perçu à régulariser

21 820 F

#### *Evaluation de la formule*

— D'abord, elle est d'une complexité telle qu'aucun indépendant ne peut s'y retrouver et qu'en y mettant fin au 1<sup>er</sup> janvier prochain, les services de l'INASTI chargés de l'appliquer en auront encore pour cinq à dix

Daartoe moest men over de bedrijfsinkomens van 1983 en 1984 beschikken, wat pas drie jaar nadien mogelijk is.

Op het ogenblik waarop die inkomens bekend zouden zijn, zou de definitieve jaarlijkse bijdrage worden vastgesteld op 1,58 % van het bedrijfsinkomen van 1983, een percentage dat overeenstemt met de overgeslagen indexeringen.

Uiteraard was er geen reden om een dergelijke bijdrage op te leggen aan zelfstandigen wier inkomen niet boven de werkelijke indexering tussen 1983 en 1984 was uitgestegen. Daarom was de definitieve bijdrage beperkt tot het verschil tussen het inkomen van 1984 en dat van 1983, geïndexeerd zoals de wedden van de personeelsleden in de overheidssector (coëfficiënt 1,0477).

Dat is het mechanisme van die matigingsbijdrage, dat voor de volgende jaren werd herhaald, rekening houdend met de nieuwe overgeslagen indexeringen.

In 1985 en in 1986 werd de voorlopige bijdrage vastgesteld op respectievelijk 1 en 1,50 % per kwartaal en de definitieve jaarlijkse bijdrage op respectievelijk 4,34 en 4,44 % van het inkomen van 1983.

In 1987 en 1988 is de regeling van de consolideringsbijdrage van kracht : de voorlopige bijdrage bereikt 1,53 % per kwartaal en de definitieve jaarlijkse bijdrage 6,12 % van het inkomen van 1983.

Uiteraard is er telkens een beperking : het verschil tussen het inkomen van elk van die jaren en dat van het jaar 1983, verhoogd met de indexering die de ambtenaren van de overheidssector hebben ontvangen.

#### *Voorbeeld*

Een zelfstandige wiens belastbaar inkomen in 1987 b.v. 500 000 F bedraagt, tegen 450 000 F in 1983, zal voor 1987 een voorlopige bijdrage betalen van :

$$\begin{array}{l} 4 \times 1,53 \% \text{ per kwartaal} = \\ 6,12 \% \text{ van } 450 \text{ 000 F} = \end{array} \quad 27 \text{ 540 F}$$

Zijn definitieve bijdrage bedraagt :

$$\begin{array}{l} 6,12 \% \text{ van } 450 \text{ 000 F beperkt tot} \\ 500 \text{ 000 F} - (450 \text{ 000} \times 1,0984) = \end{array} \quad 5 \text{ 720 F}$$

Het teveel geïnde bedrag dat moet worden terugbetaald, beloopt

21 820 F

#### *Beoordeling van de berekeningswijze*

— Eerst en vooral is deze berekeningswijze zo ingewikkeld dat geen enkele zelfstandige er klaar in ziet en dat de diensten van het RIZIV, indien deze berekeningswijze op 1 januari eerstkomende wordt

ans pour clôturer les régularisations et le contentieux auxquels elle donnera lieu.

Seules ont été perçues jusqu'à présent des cotisations provisoires. Chacune de ces cotisations devra donc faire l'objet d'une régularisation. Le système repose ainsi sur un mécanisme de régularisations individuelles permanentes.

Pour les indépendants qui n'ont pas ou trop peu payé de cotisations provisoires, la régularisation de cinq années consécutives peut conduire à des montants tels qu'ils risquent de constituer un lourd handicap, surtout pour ceux qui connaissent une baisse de revenus au moment de la régularisation.

— En second lieu, il faut bien convenir qu'un système dans lequel les cotisations de toute une carrière vont dépendre de l'évolution des revenus par rapport à une seule année, l'année 1983 prise comme année de référence, comporte une large part d'arbitraire.

Selon que l'année 1983 a été mauvaise ou bonne, les cotisations de toutes les années ultérieures seront plus ou moins élevées. C'est ce que soulignait déjà l'accord de Gouvernement en dénonçant les conséquences inéquitables de la formule.

— Enfin, ce sont les jeunes, ceux qui s'établissent qui pourront en subir le plus de préjudices puisque les revenus des débuts d'activité sont généralement plus modestes et que la cotisation de consolidation sera dire suite à la progression ultérieure de ces revenus.

Au moment où l'on prend une série de mesures destinées à encourager ceux qui créent leur propre emploi, il apparaissait inconséquent de maintenir un tel système.

#### *Produit de la cotisation de consolidation*

Comme aucune cotisation définitive n'a encore été perçue — l'opération est en cours portant d'abord sur l'année 1984 — l'INASTI a procédé à un double sondage pour déterminer quel pourrait être le rendement des cotisations définitives par rapport aux cotisations provisoires encaissées.

C'est ainsi que pour l'année 1984, il apparaît que 43 % des indépendants seraient redevables de la cotisation définitive pour un montant total de 1,92 milliard alors que 59 % ont acquitté une cotisation provisoire pour un montant total de 2,57 milliards.

Si les résultats de ce sondage se confirment, la régularisation de cette année donnerait donc lieu à un recouvrement important de cotisations dues mais à un remboursement plus important encore de cotisations indûment payées.

Le solde de ces deux opérations représenterait un trop-perçu de 0,65 milliard, soit ± 25 % du montant de cotisations provisoires encaissées.

Pour 1985, les mêmes sondages aboutissent à un montant global de 4,96 milliards de cotisations définitives pour 6,5 milliards de cotisations provisoires

opgeheven, nog 5 tot 10 jaar werk zullen hebben met het afsluiten van de regularisaties en het beslechten van de geschillen waartoe dit stelsel aanleiding geeft.

Tot op heden werden enkel voorlopige bijdragen geïnd. Bijgevolg moet elk van die bijdragen worden geregulariseerd. Het hele stelsel steunt dus op een mechanisme van permanente individuele regularisaties.

Voor de zelfstandigen die geen of te weinig voorlopige bijdragen hebben betaald, kan de regularisatie van vijf opeenvolgende jaren tot zeer hoge bedragen leiden. In het bijzonder voor zelfstandigen wier inkomen op het ogenblik van de regularisatie is gedaald, dreigt dat een zware handicap te zijn.

— Ten tweede moet men toegeven dat een dergelijk stelsel, waarin de bijdragen voor een hele loopbaan afhangen van de ontwikkeling van het inkomen ten opzichte van één enkel referentejaar — het jaar 1983 — een grote mate van willekeur inhoudt.

Afhankelijk van het feit of 1983 een slecht of een goed jaar was, zullen de bijdragen voor alle daaropvolgende jaren hoger of minder hoog zijn. Daarop werd reeds gewezen in het regeerakkoord, dat de onbillijke gevolgen van de berekeningswijze aan de kaak stelde.

— Ten slotte kunnen vooral jongeren die zich net gevestigd hebben, het meest worden benadeeld. In het begin van hun bedrijvigheid is hun inkomen doorgaans vrij laag en hun consolidatiebijdrage zal verschuldigd zijn ingevolge de latere stijging van dat inkomen.

Het is niet logisch dat enerzijds een aantal maatregelen worden genomen om personen aan te moedigen die hun eigen werkgelegenheid scheppen, en dat anderzijds een dergelijk stelsel wordt gehandhaafd.

#### *Opbrengst van de consolidatiebijdrage*

Aangezien nog geen enkele definitieve bijdrage is geïnd — de lopende verrichtingen hebben betrekking op 1984 — heeft het RIZIV een dubbele peiling gehouden, om het verschil tussen de definitieve bijdragen en de reeds geïnde voorlopige bijdragen te bepalen.

Daarbij is voor 1984 gebleken dat 43 % van de zelfstandigen de definitieve bijdrage verschuldigd zouden zijn voor een totaalbedrag van 1,92 miljard, terwijl 59 % een voorlopige bijdrage hebben betaald voor een totaalbedrag van 2,57 miljard.

Worden de resultaten van die peiling bevestigd, dan zou de regularisering over dat jaar bijgevolg resulteren in het innen van aanzienlijke verschuldigde bijdragen, maar tevens in een nog aanzienlijker terugbetaling van ten onrechte betaalde bijdragen.

Het saldo van die twee verrichtingen zou een teveel betaald bedrag van 0,65 miljard te zien geven, zijnde ± 25 % van het bedrag van de geïnde voorlopige bijdragen.

Voor 1985 levert een identieke peiling een totaalbedrag van 4,96 miljard aan definitieve bijdragen op, tegen 6,5 miljard geïnde voorlopige bijdragen, wat

encaissées, ce qui confirme un trop-perçu de l'ordre de 24 %.

D'une projection sur les années suivantes, on peut déduire que le produit des cotisations définitives serait actuellement de l'ordre de 6 milliards, les cotisations provisoires ayant atteint un montant de 7,351 milliards en 1987.

Ce dernier montant sera sans doute sensiblement réduit en 1988, le rendement des cotisations provisoires du premier semestre de cette année n'ayant atteint que 2,792 milliards contre 3,288 milliards pour la période correspondante de 1987. Mais les mots d'ordre de boycott lancés par les organisations de classes moyennes n'y sont sans doute pas étrangers.

Compte tenu de ces divers éléments, le Gouvernement a estimé que le mécanisme destiné à remplacer la cotisation de consolidation devrait être basé sur la solidarité des travailleurs indépendants dans le cadre de leur statut social et correspondre en 1989 au produit de ladite cotisation estimé à 6 milliards.

Comme le budget de 1989 prévoit comme pour les deux années précédentes un montant de 8 milliards au titre de réduction des crédits au régime de pension, la différence de 2 milliards devra être comblée par une accélération du recouvrement des cotisations ordinaires.

Cette mesure pourra être réalisée notamment en supprimant le délai de 8 jours accordé aux assujettis à l'expiration de chaque trimestre pour apurer leurs cotisations sans intérêts de retard. Il va de soi que la répercussion budgétaire d'une telle mesure sera circonscrite à une année.

#### *Remplacement de la cotisation de consolidation*

Plusieurs formules ont été examinées lors de la concertation entre le Gouvernement et les organisations représentatives des travailleurs indépendants.

— Une première consistait à augmenter le taux des cotisations.

Comme le produit d'une cotisation de 1 % est de l'ordre de 3 milliards, la cotisation globale au statut social aurait dû être augmentée de 2 % pour atteindre le montant retenu de 6 milliards.

Cette cotisation complémentaire de 2 % aurait été adaptée sur base des résultats enregistrés. La limitation des dépenses fiscales à résulter de la réforme fiscale ayant pour effet d'augmenter la base imposable à partir de 1989 et donc les cotisations sociales calculées sur cette base à partir de 1992, une dégressivité de la cotisation complémentaire eût été possible tout en assurant le maintien de la recette de 6 milliards.

— Une autre formule consistait à élargir l'assiette des cotisations sans en modifier le taux.

C'est celle qui a finalement été retenue sous le nom de « brutage ».

alweer een teveel betaald bedrag van zowat 24 % te zien geeft.

Uit een prognose voor de daaropvolgende jaren kan worden afgeleid dat de opbrengst van de definitieve bijdragen thans zowat 6 miljard zou bedragen, terwijl de voorlopige bijdragen in 1987 een bedrag van 7,351 miljard hadden bereikt.

Dat laatste bedrag zal wellicht aanzienlijk lager liggen in 1988, aangezien de opbrengst van de voorlopige bijdragen over het eerste semester van 1988 slechts 2,792 miljard bereikt, tegen 3,288 miljard voor de overeenkomstige periode in 1987. De door de middenstandsverenigingen gedane oproepen voor een boycot zijn daar wellicht niet vreemd aan.

Na die diverse gegevens te hebben afgewogen, heeft de regering geoordeeld dat de regeling die in de plaats moet komen van de consolideringsbijdragen, zou moeten steunen op de solidariteit van de zelfstandigen in het raam van hun sociaal statuut en in 1989 zou moeten overeenstemmen met de opbrengst van vooroemde bijdrage, die op 6 miljard wordt geraamd.

Aangezien de begroting voor 1989, net als die van de twee voorgaande jaren, voorziet in een bedrag van 8 miljard bij wijze van vermindering van de kredieten in de pensioenregeling, zal het verschil van 2 miljard moeten worden aangevuld door een versnelde inning van de gewone bijdragen.

Dat kan met name gebeuren via de afschaffing van de termijn van acht dagen die bij het verstrijken van elk kwartaal aan de bijdrageplichtigen wordt gelaten om hun bijdragen zonder nalatigheidsinteressen aan te zuiveren. Het spreekt vanzelf dat de budgettaire weerslag van een dergelijke maatregel tot één jaar zal worden beperkt.

#### *Vervanging van de consolideringsbijdrage*

Bij het overleg tussen de regering en de representatieve organisaties van de zelfstandigen werden verscheidene mogelijkheden onderzocht.

— Een eerste bestond erin de bijdrage op te trekken.

Aangezien een bijdrage van 1 % ongeveer 3 miljard opbrengt, zou de totale bijdrage in het sociaal statuut met 2 % moeten worden verhoogd om het vooropgestelde bedrag van 6 miljard te halen.

Die aanvullende bijdrage van 2 % zou zijn aangepast op grond van de bereikte resultaten. Aangezien de inkrimping van de belastinguitgaven die moet voortvloeien uit de belastinghervorming, van 1989 af tot een verhoging van de belastinggrondslag leidt en bijgevolg, van 1992 af, van de op die grondslag berekende sociale bijdragen, was een degressiviteit van de aanvullende bijdrage mogelijk geweest met behoud van de opbrengst van 6 miljard.

— Een tweede mogelijkheid was de grondslag van de bijdragen uit te breiden zonder het percentage ervan te wijzigen.

Die formule is uiteindelijk in aanmerking genomen en heeft de naam « brutering » meegekregen.

Par analogie avec le mode d'établissement des cotisations sociales des travailleurs salariés, les cotisations des travailleurs indépendants seront établies sur le revenu imposable de l'année de référence, auquel s'ajouteront les cotisations calculées pour cette même année.

Si l'on se base sur un enrôlement net de 42 milliards de cotisations, les assujettis paieront donc leurs cotisations normales sur une base imposable augmentée de ce montant.

A partir d'une cotisation moyenne de 14,50 %, la recette supplémentaire peut donc être estimée à ± 6 milliards.

## 2. Le dispositif du Titre II de la loi-programme

### Art. 70

Cet article met fin au système de la cotisation de consolidation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Les cotisations dues avant cette date seront recouvrées avec les intérêts de retard tels qu'ils ont été réglementairement fixés (arrêté royal n° 464, article 8).

Toutefois, en vue de faciliter le recouvrement des cotisations de 1988 qui a subi l'effet du mouvement de contestation des classes moyennes, les intérêts de retard de l'année 1988 ne seront dus qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989.

### Art. 71

Cet article définit le « brutage » et laisse au Roi le soin d'en fixer les modalités.

La formule la plus orthodoxe consisterait à ajouter aux revenus imposables de l'année de référence, les cotisations enrôlées au cours de cette même année, cotisations qui sont donc établies sur les revenus imposables du troisième exercice qui précède.

Consultées à ce sujet, les Caisses d'assurances sociales ont souligné les difficultés techniques que comporterait l'obligation de se référer aux revenus de deux années.

Cette difficulté apparaîtra plus encore dans le cas des débuts d'activité puisque la régularisation ne pourra intervenir qu'après six années, ce qui est manifestement excessif.

Par exemple, si la première année complète d'activité se situe en 1989, ce n'est que trois ans après, c'est-à-dire en 1992 que le « brutage » sera possible, le montant des cotisations à ajouter étant calculé sur le revenu de 1989. Comme l'année 1992 est nécessairement l'année de référence pour le calcul des cotisations de 1995, la régularisation définitive ne pourra intervenir qu'à ce moment-là, soit après six années...

C'est pourquoi dans un souci de simplification, il semble de loin préférable de réaliser le « brutage » en

Naar analogie van de wijze waarop de sociale bijdragen van de werknemers worden berekend, zullen de bijdragen van de zelfstandigen worden vastgesteld aan de hand van het belastbare inkomen over het referentejaar, verhoogd met het bedrag van de bijdragen berekend voor datzelfde jaar.

Gaat men uit van een netto-inkohiering van 42 miljard aan bijdragen, dan zullen de bijdrageplichtigen hun gewone bijdragen betalen op een belastbare grondslag, die met dat bedrag is verhoogd.

Uitgaande van een gemiddelde bijdrage van 14,50 % kan de bijkomende ontvangst derhalve op ± 6 miljard worden geraamd.

## 2. Bepalingen van Titel II van de program-mawet

### Art. 70

Dit artikel maakt vanaf 1 januari 1989 een einde aan het systeem van de consolideringsbijdrage.

De vóór die datum verschuldigde bijdragen zullen worden geïnd met nalatigheidsinteressen zoals die bij besluiten zijn vastgesteld (koninklijk besluit n° 464, artikel 8).

Ten einde de inning van de bijdragen van 1988 te vergemakkelijken, een inning die beïnvloed is geweest door de contestatiebeweging van de middenstand, zullen de nalatigheidsinteressen voor 1988 echter pas vanaf 1 januari 1989 verschuldigd zijn.

### Art. 71

Dit artikel definieert de « brutering » en draagt de Koning op de berekeningswijze ervan vast te stellen.

De meest klassieke formule zou erin bestaan bij de belastbare inkomens van het referentejaar de tijdens datzelfde jaar ingekohierde bijdragen te voegen, die dan berekend worden over de belastbare inkomsten van het voorafgaande derde boekjaar.

Na daarover te zijn geraadpleegd hebben de sociale verzekeringsfoncsen gewezen op de technische moeilijkheden die zouden rijzen door de verplichting om de inkomsten over twee jaar als refere te nemen.

Die moeilijkheden zullen nog groter worden bij een begin van bedrijvigheid aangezien pas zal kunnen worden geregulariseerd na zes jaar, wat klaarblijkelijk een te lange periode is.

Valt het eerste volledige activiteitsjaar bijvoorbeeld in 1989, dan zal de « brutering » pas drie jaar later, namelijk in 1992, mogelijk zijn, aangezien het bedrag van de bij te voegen bijdragen over het inkomen van 1989 wordt berekend. Daar 1992 noodgedwongen als referentejaar dient voor de berekening van de bijdragen voor 1995, zal de definitieve regularisering pas op dat ogenblik kunnen worden uitgevoerd, zegge zes jaar later ...

Om de zaken te vereenvoudigen lijkt het daarom verreweg verkieselijker te « bruteren » door aan de

ajoutant au revenu de l'année de référence, les cotisations calculées sur ce même revenu.

Cette précision est à apporter à l'analyse de l'article 71 en remplaçant au 2ème alinéa du commentaire les mots « dues pour » par les mots « calculées aux taux et sur les revenus de ».

#### Art. 72 à 74

Ces articles fixent la répartition des cotisations des différentes catégories d'assujettis de sorte que le produit du « brutage » soit affecté au régime de pension pour compenser la réduction concomitante de la subvention de l'Etat à ce secteur.

Pour les assujettis principaux (article 73), la cotisation globale est actuellement de 15,30 % sur les revenus compris entre 305 979 F (plancher) et 1 315 962 F (plafond intermédiaire), et de 10,77 % sur les revenus compris entre 1 315 962 F et 1 752 425 F (plafond absolu).

A défaut de majorer le plafond absolu, les assujettis qui cotisent à ce niveau ne subiraient en rien les effets du « brutage ». C'est pourquoi ce plafond est augmenté du montant de la cotisation maximum, soit 248 352 F. Il devient donc 2 000 777 F à l'indice actuel (2,9523), soit 1 006 992 F à l'indice de la loi de base (1,4859).

La cotisation destinée au régime des soins de santé qui est actuellement de 3,30 % est réduite à 2,90 %, le solde étant réparti entre les autres secteurs : pensions, prestations familiales et assurance incapacité de travail.

Le fait de réduire le taux de cotisation destiné au secteur des soins de santé dont on connaît la situation déficitaire n'est cependant pas de nature à en diminuer les ressources. En effet, l'augmentation de l'assiette des cotisations à la suite du « brutage » ( $\pm 42$  milliards) produit, sur base d'une cotisation de 2,90 % une recette supplémentaire de  $\pm 1,2$  milliard. Celle-ci compense la diminution du taux. La cotisation actuelle de 3,30 % produit, en effet, une recette de l'ordre de 10 milliards; une diminution de 0,40 % équivaut donc à  $\pm 1,2$  milliard.

Pour les assujettis à titre complémentaire (article 73), le régime actuel prévoit une exonération des cotisations pour les revenus inférieurs à 65 019 F, une cotisation globale de 11,79 % entre ce montant et le plancher (305 979 F) et le même taux de cotisation que les assujettis principaux au-delà.

La répartition de la cotisation de 11,79 % qui était de 3,30 % pour les soins de santé et de 8,49 % pour les autres secteurs devient, parallèlement à ce qui est

inkomsten van het refertejaar de op diezelfde inkomsten berekende bijdragen toe te voegen.

Die precisering dient te worden aangebracht in de analyse van artikel 71, door in het tweede lid van de commentaar de woorden « verschuldigd voor » te vervangen door de woorden « berekend tegen de bijdragevoeten en op de inkomsten van ».

#### Art. 72 tot 74

Die artikelen stellen de verdeling van de bijdragen van de verschillende categorieën van bijdrageplichtigen vast, zodat de opbrengst van het « bruteren » kan worden besteed aan de pensioenregeling om de gelijktijdige vermindering van de aan die sector toegezwenen staatssubsidie te compenseren.

Voor de bijdrageplichtigen (artikel 73) bedraagt de globale bijdrage thans 15,30 % op de inkomsten begrepen tussen 305 979 F (drempelbedrag) en 1 315 962 F (tussenplafond) en 10,77 % op de inkomsten begrepen tussen 1 315 962 F en 1 752 425 F (absoluut plafond).

Bij ontstentenis van een verhoging van dat absolute plafond zouden de bijdrageplichtigen die op dat niveau bijdragen betalen, het effect van het « bruteren » niet ondergaan. Daarom wordt dat maximumbedrag verhoogd met het bedrag van de maximumbijdrage, zijnde 248 352 F. Het wordt dus 2 000 777 F tegen het huidige indexcijfer (2,9523), zijnde 1 006 992 F tegen het indexcijfer van de basiswet (1,4859).

De bijdrage die bestemd is voor de sector van de geneeskundige verzorging en die thans 3,30 % bedraagt, wordt tot 2,90 % beperkt, waarbij het saldo wordt omgeslagen over de andere sectoren, met name pensioenen, gezinsbijslagen en verzekering tegen arbeidsongeschiktheid.

De vermindering van de bijdragevoet die bestemd is voor de sector geneeskundige verzorging, waarvan de deficitaire toestand bekend is, zal de middelen eraan echter niet doen dalen. De verhoging van de bijdragegrondslag wegens het « bruteren » ( $\pm 42$  miljard) brengt, op basis van een bijdrage van 2,90 %, immers  $\pm 1,2$  miljard extra-ontvangsten op, zodat de vermindering van de bijdragevoet goedgemaakt wordt. De huidige bijdrage van 3,30 % betekent immers circa 10 miljard aan ontvangsten; een vermindering met 0,40 % staat dus gelijk met  $\pm 1,2$  miljard.

Voor de bijdrageplichtigen met een bijberoep (artikel 73) voorziet de huidige regeling in een vrijstelling van bijdragen voor de inkomsten beneden 65 019 F, in een globale bijdrage van 11,79 % tussen dit bedrag en het drempelbedrag (305 979 F) en in dezelfde bijdragevoet als die welke voor de bijdrageplichtigen met een hoofdberoep geldt, voor bedragen die hoger liggen.

De verdeling van de bijdrage van 11,79 %, die 3,30 % voor de geneeskundige verzorging en 8,49 % voor de overige sectoren bedroeg, wordt, naar analogie

prévu pour les assujettis principaux, respectivement 2,90 et 8,89 %.

Pour les assujettis qui exercent leur activité après l'âge de la pension (article 74), les mêmes adaptations sont apportées dans la répartition des cotisations.

D'autre part, comme le calcul des cotisations des pensionnés qui poursuivent une activité professionnelle dans les limites autorisées ne peut avoir pour effet de les faire cotiser au-delà de ce revenu autorisé, il était nécessaire d'adapter ce dernier au système du « brutage ». C'est pourquoi l'article 72 ajoute à ce revenu les cotisations y afférentes, soit 11,79 %.

#### Art. 75

Cet article prévoit d'une part la possibilité de modifier la répartition des cotisations destinées à la pension, aux prestations familiales et à l'indemnisation de l'incapacité de travail en fonction de leurs besoins respectifs.

Ainsi, l'augmentation considérable du nombre de pensionnés (qui est passé au cours des 15 dernières années de 300 000 à 450 000) et la diminution aussi spectaculaire du nombre d'enfants bénéficiaires d'allocations familiales (qui est passé pendant la même période de 450 000 à 300 000) soulignent l'impossibilité qu'il y a de figer la clef de répartition des cotisations.

Celle-ci sera désormais adaptée chaque année par arrêté royal, de sorte que chaque secteur dispose des données lui permettant l'établissement correct des prévisions budgétaires.

Le même article prévoit, en outre, la possibilité d'une adaptation ultérieure du taux global des cotisations. Il faut, en effet, tenir compte de l'effet mécanique du « brutage » sur les cotisations des années ultérieures. Ainsi, le supplément de cotisations de 6 milliards à partir de 1989 entraînera, sur base d'une cotisation moyenne de 14,50 %, un nouveau supplément de 0,9 milliard en 1992, la cotisation de cette dernière année devant s'établir sur le revenu « bruté » de 1989.

Par ailleurs, la limitation des dépenses fiscales évaluée dans le cadre de la réforme fiscale à  $\pm$  15 milliards pour 1989 aura un effet que l'on peut évaluer à  $\pm$  2 milliards (15 milliards  $\times$  14,50 %) sur le produit des cotisations de 1992.

C'est pourquoi, en cas de dépassement des recettes escomptées, le taux global des cotisations au statut social pourra être adapté à partir de 1991.

#### Art. 76

Cet article prévoit, à titre conservatoire, l'obligation pour les Caisses d'assurances sociales de commun-

gie van hetgeen waarin voor de bijdrageplichtigen met een hoofdberoep wordt voorzien, respectievelijk 2,90 en 8,89 %.

Voor de bijdrageplichtigen die hun activiteit na de pensioengerechtigde leeftijd uitoefenen (artikel 74), worden in de verdeling van de bijdragen dezelfde wijzigingen aangebracht.

Aangezien de berekening van de bijdragen van de gepensioneerden die binnen de toegestane perken een beroepsbedrijvigheid blijven uitoefenen, niet tot gevolg mag hebben dat zij boven het toegestane inkomen bijdragen moeten afdragen, diende dat inkomen anderzijds aan het « bruteren » te worden aangepast. Daarom voegt artikel 72 aan dat inkomen de desbetreffende bijdragen, zijnde 11,79 %, toe.

#### Art. 75

Dit artikel biedt de mogelijkheid om de uitsplitsing van de bijslagen voor het pensioen, de gezinsbijslagen en de vergoeding voor arbeidsongeschiktheid te wijzigen op grond van de respectieve behoeften.

De aanzienlijke stijging van het aantal gepensioneerden (dat in de loop van de jongste 15 jaar van 300 000 tot 450 000 gestegen is) en de al even spectaculaire daling van het aantal kinderen die recht geven op kinderbijslag (dat in dezelfde periode gedaald is van 450 000 tot 300 000) vormen het bewijs dat het onmogelijk is de verdeelsleutel van de bijdragen eens voor altijd vast te leggen.

Voortaan zal die elk jaar bij koninklijk besluit worden aangepast, zodat elke sector over de gegevens beschikt die hem in staat stellen correcte begrotingsramingen op te maken.

Hetzelfde artikel voorziet bovendien in de mogelijkheid om later de bijdragevoet aan te passen. Men moet immers rekening houden met het mechanische effect van de « bruttering » op de bijdragen van de volgende jaren. Zo zullen de bijkomende bijdragen van 6 miljard vanaf 1989 op grond van een gemiddelde bijdrage van 14,50 % een nieuw supplement van 0,9 miljard in 1992 te zien geven, aangezien de bijdrage van dat laatste jaar vastgesteld moet worden op grond van het « gebruteerde » inkomen van 1989.

Voorts zal de beperking van de fiscale uitgaven, die in het kader van de fiscale hervorming op  $\pm$  15 miljard voor 1989 wordt geraamd, een terugslag hebben van om en bij de 2 miljard (15 miljard  $\times$  14,50 %) op de opbrengst van de bijdragen van 1992.

Daarom zal het totale percentage van de bijdragen in het sociaal statuut ingeval de verwachte inkomsten worden overschreden vanaf 1991 kunnen worden aangepast.

#### Art. 76

Dit artikel verplicht, bij wijze van bewarende maatregel, de sociale verzekeringenkassen om het RSVZ

niquer, à la requête de l'INASTI, les données nécessaires à l'établissement des cotisations lorsqu'un assujetti s'affilie à une autre Caisse.

#### Art. 77 et 78

Ces articles visent un tout autre domaine.

Ils sont destinés à appliquer aux travailleurs indépendants les mêmes dispositions que celles qui sont prévues par les articles 9 et 10 de la même loi-programme en faveur des autres catégories sociales en ce qui concerne le montant des revenus en-deçà desquels peuvent être remboursées les cotisations spéciales des isolés et des familles sans enfant, ainsi que les retenues en matière d'allocations familiales.

#### Art. 79

Les mesures relatives aux cotisations prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 1989, date d'abrogation de la cotisation de consolidation.

Les articles 77 et 78 prennent effet au 1<sup>er</sup> avril 1988, date d'application de la Convention Collective du Travail du 2 mars 1988, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988. »

des gevraagd de nodige gegevens te verstrekken om de bijdrage vast te stellen wanneer een bijdrageplichtige zich bij een andere kas aansluit.

#### Art. 77 en 78

Deze artikelen hebben betrekking op een heel ander domein.

Het doel ervan is op de zelfstandigen dezelfde belangen toe te passen als die welke in de artikelen 9 en 10 van de programlawet zijn vervat ten gunste van de andere sociale categorieën wat betreft het bedrag van de inkomens beneden welke de bijzondere bijdragen ten laste van de alleenstaanden en van de kinderloze gezinnen mogen worden terugbetaald, evenals de inhoudingen inzake kinderbijslag.

#### Art. 79

De maatregelen betreffende de bijdragen treden in werking op 1 januari 1989, dit is de dag waarop de consolideringsbijdrage wordt afgeschaft.

De artikelen 77 en 78 treden in werking op 1 april 1988, dit is de datum waarop de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 maart 1988 van toepassing is geworden. Die collectieve arbeidsovereenkomst is bij koninklijk besluit van 29 juli 1988 algemeen bindend verklaard. »

### B. REMARQUES ET QUESTIONS DES MEMBRES

Certains membres font observer que la simplification des formalités administratives pour les travailleurs indépendants, promise depuis des années, est toujours restée lettre morte.

La cotisation de modération imposée aux travailleurs indépendants (par le précédent gouvernement) allait même à l'encontre de cet objectif. Il semble aujourd'hui que la cotisation de consolidation prévue par le projet à l'examen doive s'accompagner de formalités tout aussi compliquées.

La cotisation de modération précitée était en outre socialement injuste et avait été imposée aux travailleurs indépendants sous la pression des travailleurs salariés et des agents des services publics, qui exigeaient que les premiers participent également à l'effort de modération.

La mesure était limitée aux travailleurs indépendants ayant un certain niveau de revenus.

Aujourd'hui, les travailleurs indépendants ont suffisamment donné. Il n'y a aucune raison de maintenir la cotisation de modération sous une forme déguisée.

D'après des informations dignes de foi, l'INASTI disposerait d'ailleurs de moyens suffisants pour garantir la pension des travailleurs indépendants et même pour l'augmenter éventuellement, à condition que la subvention de l'Etat soit maintenue.

### B. OPMERKINGEN EN VRAGEN VAN DE LEDEN

Enige leden merken op dat sedert jaren lippendienst wordt bewezen aan de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten die de zelfstandigen moeten vervullen.

De matigingsbijdrage voor de zelfstandigen (ingevoerd door de vorige regering) was zelfs een stap in tegengestelde richting. Het ziet er naar uit dat de thans geïntroduceerde consolideringsbijdrage even ingewikkeld en omslachtig zal zijn.

De destijds ingevoerde maatregel was boven dien sociaal onrechtvaardig. De matigingsbijdrage voor de zelfstandigen werd immers ingesteld onder druk van de werknemers- en overheidssector, die eisten dat ook de zelfstandigen zouden inleveren.

De maatregel werd beperkt tot zelfstandigen met een bepaald inkomen.

Thans hebben de zelfstandigen reeds voldoende ingeleverd. Er is geen reden tot het voortzetten van de matigingsbijdrage onder een verkapte vorm.

Overigens zou volgens goed ingelichte bronnen het RSVZ over voldoende middelen beschikken om het pensioen van de zelfstandigen te garanderen en het zelfs eventueel te verhogen indien de overheidssubsidie behouden blijft.

Or, l'Etat compte réduire ses subsides et étendre la cotisation alternative de modération à tous les travailleurs indépendants.

Le principe du « brutage » est très contestable. La cotisation des travailleurs indépendants est en effet calculée en partie sur la base des cotisations déjà acquittées, ce qui revient à exiger le paiement d'une cotisation sur une autre cotisation.

Il s'agit en l'occurrence d'un dangereux précédent. Le fisc pourrait en effet utiliser une base de calcul identique. La loi-programme prévoit donc une série de mesures qui risquent de porter préjudice aux travailleurs indépendants.

Un membre fait observer qu'un phénomène étrange a incité les organisations professionnelles à ne plus payer la cotisation de modération salariale, ce qui prouve qu'il s'imposait de revoir le système.

La cotisation obligatoire qui va à présent être imposée à tous les travailleurs indépendants ne sera pas accueillie plus favorablement.

Le fait qu'en vertu de l'ancien système 40 à 50 % des travailleurs indépendants ne payaient pas de cotisation prouve non pas qu'ils éludaient la cotisation, mais bien que leurs revenus sont trop limités.

L'assiette de la cotisation augmentera par suite de la réforme fiscale (limitation des dépenses fiscales).

L'effet produit est donc double.

Les indépendants devront payer plus d'impôts et, de surcroît, leurs cotisations sociales augmenteront.

Il est nécessaire d'évaluer l'effet de la réforme fiscale pour pouvoir juger de l'applicabilité du nouveau système.

Un autre membre formule quatre critiques à l'égard du projet de loi à l'examen.

1) L'ancien système de cotisation de modération est remplacé par un système de cotisation permanente qui s'ajoute aux cotisations sociales classiques et qui touche en outre tous les indépendants.

On s'écarte donc de ce qui était initialement une politique d'assainissement (les mesures étaient à l'origine temporaires) et une politique des revenus (initialement, les cotisations n'étaient dues que par ceux qui avaient des revenus d'un certain niveau).

2) Le principe de la déductibilité fiscale des dépenses ne s'applique plus. Ces dépenses ne constituent pourtant pas un revenu disponible.

3) Le nouveau système de perception entraînera des frais de gestion supplémentaires pour les caisses d'assurances sociales. Ce sont en effet ces caisses qui perçoivent les cotisations.

Où ces frais supplémentaires seront-ils imputés ?

4) Un autre problème concerne les jeunes indépendants.

Pendant leurs premières années d'activité professionnelle, ils ne disposeront pas de revenus suffisants pour pouvoir cotiser.

De Staat vermindert evenwel zijn toelagen en breidt de alternatieve matigingsbijdrage uit tot alle zelfstandigen.

Het principe van het « bruteren » is zeer bedenkelijk. De bijdrage van de zelfstandige wordt berekend mede op basis van de reeds betaalde bijdragen. Men betaalt dus een bijdrage op de bijdrage.

Dat is een gevaarlijk precedent.

De stap is derhalve niet groot voor de fiscus om eenzelfde berekeningsbasis aan te wenden. De programawet bevat dus een aantal elementen, die een bedreiging zijn voor de zelfstandigen.

Door een lid wordt gewezen op het merkwaardige fenomeen dat de beroepsorganisaties ertoe heeft aangezet om de betaling van de matigingsbijdrage te staken. Dit wijst erop dat een herziening op zijn minst nodig was.

De veralgemening van de bijdrage tot alle zelfstandigen zal evenwel ook op weerstand stuiten.

Het feit dat in het vorige systeem 40 tot 50 % van de zelfstandigen geen bijdrage betaalden wijst erop dat het draagvermogen van deze groep te beperkt is en is zeker niet te wijten aan bijdrageontwijking.

Ingevolge de fiscale hervorming (beperking van de fiscale uitgaven) zal het basisbedrag waarop de bijdrageberekening wordt toegepast, toenemen.

Er doet zich derhalve een dubbel effect voor.

De zelfstandigen zullen meer belastingen moeten betalen en bovendien zullen hun sociale bijdragen verhogen.

Een raming van het effect van de fiscale hervorming is nodig om het nieuwe systeem op zijn uitvoerbaarheid te beoordelen.

Een ander lid formuleert 4 punten van kritiek op het huidige wetsontwerp.

1) Het vroegere systeem van matigingsbijdrage wordt vervangen door een bijdragesysteem van permanente aard, dat zich bij het klassieke bijdragesysteem van het sociaal statuut voegt en dat bovendien alle zelfstandigen treft.

Men is dus afgestapt van het oorspronkelijke saneringsbeleid (de maatregelen waren aanvankelijk tijdelijk) en de inkomenspolitiek (de bijdragen dienden aanvankelijk slechts te worden geleverd door de draagkrachtigen).

2) Het principe van de fiscale aftrekbaarheid van de uitgaven geldt niet langer. Nochtans vormen deze uitgaven geen beschikbaar inkomen.

3) Het nieuwe inningsysteem zal bijkomende beheerskosten meebrengen voor de sociale verzekeringskassen. Zij functioneren immers als bijdrageontvangers.

Waar zullen deze meerkosten worden verrekend ?

4) Een ander knelpunt situeert zich bij de jongere zelfstandigen.

De eerste jaren van hun beroepsactiviteit zullen zij onvoldoende inkomen hebben om bijdragen te kunnen leveren.

Pourtant, ils seront également touchés par la généralisation de la mesure.

Il ressort de contacts avec les différentes organisations professionnelles qu'elles attendent toutes une programmation sociale et une simplification en vue de parvenir à une plus grande clarté d'ici quelques années (en 1992).

Une série de questions sont ensuite posées :

— Quel est l'impact de la réforme fiscale sur le calcul de la cotisation des indépendants ?

— L'INASTI dispose-t-il effectivement de moyens suffisants pour améliorer les pensions sans cotisation de consolidation, l'intervention de l'Etat étant maintenue dans la limite des normes budgétaires ?

— Quelles sont les prévisions en ce qui concerne les moyens de l'INASTI ? La cotisation de modération restera-t-elle nécessaire en toutes circonstances ?

— A combien s'élève le produit des cotisations si celles-ci ne sont calculées que sur la base des revenus professionnels nets ?

— La généralisation de la cotisation de consolidation concerne-t-elle effectivement tous les indépendants ?

— Comment les jeunes indépendants seront-ils protégés ?

— Ne conviendrait-il pas de considérer à nouveau les cotisations sociales comme une dépense ?

— Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas retenu le principe de la programmation des cotisations sociales ?

\*

\* \*

Un membre fait observer que le maintien de la cotisation de modération — fût-ce sous une autre forme — a pour but d'améliorer les prestations dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Il estime que l'on peut déduire des observations des intervenants précédents que le statut social des indépendants doit reposer entièrement sur l'autofinancement. La question cruciale est donc de savoir comment le régime doit être financé.

Les intervenants précédents ont comparé le régime des indépendants avec celui en vigueur pour les autres secteurs professionnels mais ils n'ont pas étendu cette comparaison au domaine de la sécurité sociale, comme le requerrait la logique.

Les travailleurs salariés paient en effet une cotisation de sécurité sociale sur leur salaire brut, qu'ils justifient ou non leurs charges professionnelles par la suite.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes, et non les employeurs, qui financent le régime de sécurité sociale. Dans le secteur des indépendants, en revanche, les dépenses fiscales ne sont pas prises en compte pour le calcul des cotisations sociales.

Nochtans zullen ook zij door de veralgemening van het stelsel worden getroffen .

Uit contacten met de verschillende beroepsorganisaties blijkt dat zij allen een sociale programmatie en vereenvoudiging verwachten, teneinde tot een grotere duidelijkheid te komen over meerdere jaren (tot 1992).

Vervolgens worden een aantal vragen gesteld.

— Welke is de weerslag van de fiscale hervorming op de bijdrageberekening van de zelfstandigen ?

— Beschikt het RSVZ inderdaad over voldoende middelen om — zonder consolideringsbijdrage — een pensioenverbetering door te voeren en dit met behoud van de Staatstussenkomst binnen de budgettaire normen ?

— Prognose van de middelen van het RSVZ ? Zal de matigingsbijdrage in alle omstandigheden nodig blijven ?

— Welke is de opbrengst van de bijdragen indien deze enkel berekend worden op basis van de netto bedrijfsinkomsten ?

— Zal de veralgemening van de consolideringsbijdrage inderdaad betrekking hebben op alle zelfstandigen ?

— Hoe zullen de jonge zelfstandigen beschermd worden ?

— Is het niet aangewezen de sociale bijdragen opnieuw te beschouwen als een uitgave ?

— Waarom werd de programmatie van de sociale bijdragen niet door de Regering weerhouden ?

\*

\* \*

Er wordt door een lid op gewezen dat de voortzetting van de matigingsbijdrage — weliswaar onder een andere vorm — thans tot doel heeft de prestaties in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen, te verbeteren.

Uit de opmerkingen van vorige sprekers kan volgens hem worden afgeleid dat het Sociaal Statuut der Zelfstandigen volledig self-supporting moet zijn.

De centrale vraag is derhalve hoe het systeem moet worden gefinancierd.

Vorige sprekers trekken de vergelijking met de andere beroepssectoren echter niet consequent door wat de financiering van de sociale zekerheid betreft.

In het stelsel van de werknemers wordt immers een sociale zekerheidsbijdrage betaald op het brutoloon, afgezien van het feit of zij achteraf al dan niet hun bedrijfslasten bewijzen.

Het sociale Zekerheidsstelsel wordt dan door de werknemers zelf gefinancierd en niet door de werkgever. Daarentegen worden bij de zelfstandigen de fiscale uitgaven niet in beschouwing genomen voor de berekening van de sociale bijdragen.

La cotisation sociale demeure en outre fiscalement déductible. La formule proposée pour le calcul de la cotisation sociale est dès lors raisonnable et équitable.

L'intervenant estime cependant qu'un problème se pose bel et bien en ce qui concerne le régime d'assurance maladie-invalidité dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

On réduit en effet la cotisation de 0,4 % (11,75 % en termes réels) alors que ce régime est déficitaire (2,25 milliards de francs en 1985 et environ 6 milliards de francs en 1987).

Comment ce déficit pourra-t-il être apuré ? Les plus-values de recettes qui résulteront de l'augmentation de l'assiette de cotisation seront-elles suffisantes ?

On prévoit que la réduction des dépenses fiscales (charges professionnelles) prévue dans le cadre de la réforme fiscale entraînera une plus-value de rentrées de cotisations sociales de 2-3 milliards de francs.

### C. REPONSES DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES

Il n'est pas exact de dire que la cotisation de consolidation est basée sur l'évolution annuelle du revenu imposable. Elle tient compte de l'évolution des revenus par rapport à l'année 1983.

Il semble que l'on confonde la base imposable, d'une part, et l'assiette des cotisations, d'autre part. Le revenu imposable est obtenu après déduction des cotisations dues par les travailleurs indépendants. L'assiette des cotisations est au contraire obtenue en ajoutant les cotisations aux revenus imposables. Les cotisations sociales sont, comme par le passé, fiscalement déductibles.

Le principe du calcul des cotisations sur les cotisations payées est précisément celui qui est appliqué dans le régime des travailleurs salariés. Dans ce régime, les cotisations de sécurité sociale sont retenues à la source (du traitement brut). Comme dans le cas des travailleurs indépendants, il est impossible d'opérer des retenues à la source, les cotisations sont donc ajoutées, trois ans plus tard, aux revenus imposables connus. Ce système est donc analogue à celui du régime des travailleurs salariés.

Il ne faut pas confondre les cotisations provisoires et définitives. Jusqu'à présent, seules des cotisations provisoires ont été perçues. Si des cotisations de ce type ont été perçues à tort (si le revenu ne s'est pas ou pas assez accru), elles seront remboursées avec des intérêts moratoires. Pour calculer l'accroissement réel des revenus, on applique le même indice que pour les fonctionnaires (voir l'exemple dans l'exposé introductif du Secrétaire d'Etat). La cotisation définitive est donc proportionnelle à l'augmentation des revenus par rapport à 1983.

Bovendien blijft de sociale bijdrage fiscaal aftrekbaar. De voorgestelde formule voor de berekening van de sociale bijdrage is derhalve redelijk en rechtvaardig.

Spreker ziet wel een probleem in verband met het stelsel Ziekte en Invaliditeit binnen het Sociaal Statuut der Zelfstandigen.

De bijdrage wordt verminderd met 0,4 % (in reële cijfers 11,75 %) terwijl er tekorten zijn (in 1985 : 2,25 miljard, in 1987 : ± 6 miljard).

Hoe zal dit tekort kunnen worden aangezuiverd. Volstaan hiertoe de meerinkomsten ingevolge de grotere massa waarop de bijdrage zal worden berekend ?

Door de verlaging van de fiscale uitgaven (bedrijfslasten) in het kader van de fiscale hervorming worden de meerinkomsten van de sociale bijdrage immers geraamd op 2 à 3 miljard frank.

### C. ANTWOORDEN VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR DE MIDDENSTAND

Het is niet correct te zeggen dat de consolideringsbijdrage gebaseerd is op de jaarlijkse evolutie van de belastbare inkomsten, maar wel op de evolutie van de inkomsten ten opzichte van het jaar 1983.

Er lijkt verwarring te bestaan tussen de belastbare basis (« base imposable ») enerzijds en de grondslag van de bijdragen (« assiette des cotisations ») anderzijds. Het belastbare inkomen wordt bekomen na aftrek van de bijdragen die de zelfstandigen zullen betalen. De grondslag van de bijdragen daarentegen wordt gevormd door de bijdrage bij het belastbare inkomen te voegen. De sociale bijdragen zijn, zoals in het verleden, fiscaal aftrekbaar.

Het principe van de berekening der bijdragen op de betaalde bijdragen is precies datgene wat ook in de werknemersregeling van toepassing is. Hier wordt de sociale zekerheidsbijdrage afgehouden aan de bron (het brutoloon). Vermits men bij de zelfstandigen niet rechtstreeks kan afhouden aan de bron wordt dus drie jaar nadien de bijdrage gevoegd bij het gekende belastbare inkomen. Er is dus een analogie met het stelsel van de werknemers.

De voorlopige en definitieve bijdragen mogen niet worden verward. Tot nu zijn alleen voorlopige bijdragen geïnd. Als voorlopige bijdragen ten onrechte geïnd zijn (indien het inkomen niet of niet vodoende gestegen is), zullen ze worden terugbetaald met moratoire intresten. Voor de berekening van de reële inkomensstijging wordt dezelfde index toegepast als deze van de ambtenaren (zie het voorbeeld in de inleidende uiteenzetting van de Staatssecretaris). De definitieve bijdrage staat dus in verhouding tot de inkomensstijging ten opzichte van 1983.

La modification de l'assiette de la cotisation concernera tous les indépendants, et pas seulement ceux dont le revenu augmente. Il est fait appel à la solidarité entre tous les indépendants. Ce choix conscient permet d'améliorer la proportionnalité dans le régime de pension des indépendants. Cela signifie qu'un franc versé dans le régime de pension des indépendants donne droit à une même quotité de pension qu'un franc versé dans le régime de pension des travailleurs salariés.

Pour les jeunes indépendants, il est deux caps difficiles à franchir : la première et la quatrième année d'activité. La première année est celle du début de leur activité; des cotisations provisoires sont dues. Lors de la quatrième année, toutes les obligations fiscales doivent être respectées et les régularisations sociales sont opérées; certains tempéraments pourraient être trouvés. D'une manière générale, ces problèmes seront résolus grâce à l'introduction d'une certaine progressivité dans le système.

Il serait imprudent de fixer d'emblée une cotisation dégressive dans le cadre d'une programmation sans connaître le résultat définitif. La cotisation globale pourra être adaptée en fonction des résultats (notamment en fonction de la réforme fiscale). C'est pourquoi l'article 75 du projet autorise le Roi à modifier la répartition ainsi que le pourcentage des cotisations par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Il est évident que la réforme fiscale aura une incidence sur l'assiette des cotisations. Celle-ci augmentera de 15 milliards de F par suite de la réduction des dépenses fiscales.

Pour un taux moyen de cotisation de 14,5 %, la plus-value de cotisations sera de quelque 2 milliards de F en 1992, étant donné que la cotisation sera calculée sur les revenus de l'année 1989.

Il importe d'établir une distinction entre la cotisation de consolidation des travailleurs indépendants et la cotisation de solidarité (supprimée) des agents des services publics.

Le régime des soins de santé est effectivement déficitaire. Ce problème est actuellement examiné à la Table ronde sur l'assurance maladie. Le Gouvernement a toutefois décidé que le produit du brutage devait être affecté exclusivement au régime de pension.

En ce qui concerne le régime de pension des travailleurs indépendants, la subvention de l'Etat sera réduite de 8 milliards de F en 1989.

Le brutage a pour objet de compenser cette réduction à concurrence de 6 milliards de francs.

#### D. REPLIQUES DES MEMBRES

— Un membre estime, comme le Secrétaire d'Etat, qu'il faut traiter les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants sur un pied d'égalité. Le pro-

De wijziging van de bijdrage (grondslag) zal *alle* zelfstandigen betreffen; en niet alleen diegenen van wie het inkomen stijgt. Het gaat om de solidariteit tussen alle zelfstandigen. Deze bewuste keuze laat evenwel toe de proportionaliteit in het pensioenstelsel der zelfstandigen te verbeteren. Dit betekent dat 1 frank gestort in het pensioenstelsel der zelfstandigen voor eenzelfde quotiteit aan pensioen opbrengt als 1 frank gestort in het pensioenstelsel der werknemers.

Met betrekking tot jonge zelfstandigen zijn er twee drempels die moeilijk te overschrijden zijn : het eerste en het vierde jaar van de activiteit. Het eerste jaar is het jaar van de aanvang van de activiteit; voorlopige bijdragen zijn verschuldigd. In het vierde jaar worden alle fiscale verplichtingen en de sociale regularisaties doorgevoerd; verzachtende maatregelen zouden kunnen worden getroffen. Over het algemeen zullen die problemen worden opgelost door een zekere progressiviteit in het systeem in te bouwen.

Het zou onvoorzichtig zijn vanaf het begin een degressieve bijdrage in het kader van een programmatie vast te stellen zonder het definitieve resultaat te kennen. De globale bijdrage zal kunnen worden aangepast in functie van de resultaten (onder andere in functie van de belastinghervorming). Daarom voorziet artikel 75 van dit wetsontwerp dat de Koning, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de verdeling van de bijdragen en de bijdragevoet kan aanpassen.

De fiscale hervorming heeft uiteraard een impact op de grondslag der bijdragen. Door de beperking van de fiscale uitgaven zal de bijdragebasis met 15 miljard toenemen.

Bij een gemiddeld bijdragepercentage van 14,5 % zal dit dus een meeropbrengst geven aan bijdragen van ± 2 miljard frank in 1992 want 1989 zal als basis gelden voor de berekening.

Het is belangrijk om een onderscheid te maken tussen de consolideringsbijdrage van de zelfstandigen en de (afgeschafte) solidariteitsbijdrage van de ambtenaren.

Het regime van de gezondheidszorg, is inderdaad deficitair, wordt momenteel besproken op de Ronde-tafel over de ziekteverzekering. De Regering heeft evenwel beslist dat de opbrengst van de brutering uitsluitend moet worden aangewend voor het pensioenstelsel.

Voor het jaar 1989 zal de Rijkstoelage voor de pensioenregeling der zelfstandigen met 8 miljard frank worden verminderd.

De brutering heeft tot doel dit bedrag te compenseren tot beloop van 6 miljard frank.

#### D. REPLIEKEN VAN DE LEDEN

— Een lid is het eens met de Staatssecretaris om werknemers en zelfstandigen gelijk te behandelen. Toch blijft de problematiek van het sociale statuut

blème du statut social des travailleurs indépendants reste cependant fondamental. Les jeunes doivent en outre faire l'objet d'une attention toute particulière.

— Un autre membre fait état d'une lettre du prédecesseur de l'actuel Secrétaire d'Etat, dans laquelle il était question d'un audit sur la perception des cotisations. Le membre demande à combien s'élèvent les déficits et où en est cet audit.

Le Secrétaire d'Etat admet qu'un effort doit être poursuivi, notamment sur la base de cet audit, pour accélérer le recouvrement des arriérés. Les mesures prises par son prédécesseur ont déjà produit des résultats encourageants, puisqu'en 1987 le montant des cotisations encaissées a été supérieur à celui des montants enrôlés.

#### E. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Un membre fait observer, en ce qui concerne le Titre II (« Classes moyennes — Travailleurs indépendants ») et plus particulièrement l'intitulé du Chapitre I<sup>er</sup> (« Cotisation de consolidation ») que la cotisation de consolidation figure toujours dans cet intitulé alors qu'elle est supprimée par l'article 70.

Le Secrétaire d'Etat souligne que, même si le principe de cette cotisation est supprimé, il faudra encore plusieurs années pour que les procédures administratives afférentes à celle-ci soient clôturées.

##### Art. 70

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 13 voix contre 4.

##### Art. 71

M. Hazette et consorts présentent un amendement n°1 tendant à ce que les cotisations sociales ne soient pas ajoutées au revenu imposable des indépendants pour déterminer l'assiette de la cotisation.

Cet amendement est rejeté par 13 voix contre 3 et une abstention.

L'article est adopté par 13 voix contre 4.

##### Art. 72 à 74

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés successivement par le même vote.

van de zelfstandigen fundamenteel. Bijzondere aandacht moet bovendien worden besteed aan de jongeren.

— Een ander lid vermeldt een brief van de voor-ganger van de huidige Staatssecretaris waarin sprake is van een audit over de inning van de bijdragen. Het lid wenst te vernemen hoeveel de tekorten bedragen en hoever die audit gevorderd is.

De Staatssecretaris is het ermee eens dat een in-spanning, meer bepaald op basis van deze audit, moet worden voortgezet om de inning van de achterstallen te versnellen. De maatregelen door zijn voorganger genomen, hebben reeds bemoedigende resultaten opgeleverd vermits het bedrag van de geïnde bijdragen in 1987 het bedrag van de geïnkohierde bijdragen overschreed.

#### E. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Wat betreft het opschrift bij Titel II (« Middenstand-Zelfstandigen ») en bij Hoofdstuk I (« Consolideringsbijdragen ») merkt een lid op dat de consolideringsbijdrage wordt afgeschaft in artikel 70, terwijl het opschrift als dusdanig toch wordt behouden.

De Staatssecretaris wijst erop dat het principe wordt afgeschaft maar dat de verdere administratieve afhandeling van de consolideringsbijdrage nog een aantal jaren zal voortduren.

##### Art. 70

Dit artikel geeft geen verdere aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

##### Art. 71

De heren Hazette en c.s. dienen een amendement n° 1 in dat ertoe strekt de sociale bijdragen van de zelfstandigen niet bij het belastbaar inkomen te voegen om de bijdragegrondslag te berekenen.

Het amendement wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

##### Art. 72 tot 74

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden achtereenvolgens aangenomen met dezelfde stemming.

## Art. 75

*Mme Kesteleyn-Sierens et c.s.* présentent un amendement n° 2 tendant à obliger le Conseil des ministres à demander l'avis du Groupe de travail chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants avant de prendre les arrêtés royaux modifiant la clé de répartition des cotisations sociales et fixant le pourcentage global de cotisation.

Plusieurs membres estiment qu'il est inopportun de préciser dans la loi même que le Conseil des ministres est tenu de demander cet avis préalable.

En adoptant cet article, le Parlement habilite le Conseil des ministres à prendre de son propre chef les mesures nécessaires. Il appartient donc au Gouvernement lui-même de décider s'il souhaite consulter le groupe de travail et il serait superflu de prévoir une disposition à ce sujet.

*Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes* apprécie hautement la contribution du Groupe de travail précité à l'élaboration du statut social.

La consultation du groupe de travail proposée à l'article 75, 1°, concerne toutefois la prise d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres en vue de modifier la clé de répartition des cotisations sociales. L'évolution démographique entraînera une modification constante des besoins dans les trois secteurs du statut social. Il semble que la répartition interne des cotisations sociales devra être adaptée annuellement. La procédure proposée serait trop rigide. A titre d'illustration, le Secrétaire d'Etat fournit les données démographiques suivantes :

	1973	1988
Nombre de pensionnés dans le statut social des indépendants (SSI)	± 300 000	± 450 000
Nombre d'enfants bénéficiaires d'allocations familiales dans le SSI	± 450 000	± 300 000

A la suite de ces précisions, Mme Kesteleyn-Sierens retire la première partie de son amendement.

La deuxième partie de l'amendement n° 2 qui tend à modifier le 2° de l'article 75 en vue d'obliger le Gouvernement à demander un avis avant de fixer le pourcentage global des cotisations par arrêté royal délibéré, est adoptée par 16 voix et une abstention.

L'article ainsi modifié est adopté par 13 voix contre 4.

## Art. 75

*Mevr. Kesteleyn-Sierens en c.s.* dienen een amendement nr 2 in dat ertoe strekt om de Ministerraad te verplichten het advies in te winnen van de Werkgroep belast met de Studie van het Sociaal Statuut der Zelfstandigen, alvorens de koninklijke besluiten te treffen om enerzijds de verdeelsleutel van de sociale bijdragen te wijzigen en anderzijds het globale bijdragepercentage te bepalen.

Verscheidene leden zijn van mening dat het niet is aangewezen in de wet zelf te expliciteren dat de Ministerraad verplicht voorafgaand advies dient te vragen.

Door de aanneming van het artikel geeft het parlement aan de Ministerraad het vertrouwen om zelfstandig de nodige maatregelen te treffen. Het is derhalve aan de Regering zelf om te beslissen of zij al dan niet de Werkgroep wenst te consulteren. Dit stipuleren in de wet zelf is overbodig.

*De Staatssecretaris voor Middenstand* waardeert ten zeerste de inbreng van de bovengenoemde Werkgroep bij de uitwerking van het Sociaal Statuut.

De bij artikel 75, punt 1° voorgestelde consultatie van de Werkgroep, betreft echter het nemen van een koninklijk besluit overlegd in Ministerraad, om de verdeelsleutel van de sociale bijdragen te wijzigen. Gelet op de demografische evolutie zullen de noodwendigheden van de 3 sectoren binnen het Sociaal Statuut voortdurend wijzigen. Het ziet er naar uit dat de interne verdeling van de sociale bijdrage, jaarlijks zal moeten aangepast worden. De voorgestelde procedure zou te stroef zijn. Ter illustratie verstrekt de Staatssecretaris volgende demografische gegevens :

	1973	1988
Aantal gepensioneerden in het Sociaal Statuut der Zelfstandigen (SSZ)	± 300 000	± 450 000
Aantal kinderen die recht geven op kinderbijslag bij het SSZ	± 450 000	± 300 000

Hierop trekt Mevr. Kesteleyn-Sierens het eerste deel van haar amendement in.

Het tweede deel van het amendement dat ertoe strekt punt 2° van artikel 75 te wijzigen om de Regering aldus verplicht advies op te leggen alvorens bij overlegd koninklijk besluit het globale bijdragepercentage vast te stellen, wordt aangenomen met 16 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

**Art. 76**

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par le même vote.

**Art. 77 et 78**

Un membre ayant demandé des précisions à propos de ces articles, le Secrétaire d'Etat précise que ces dispositions constituent le pendant de celles qui ont été prévues aux articles 9 et 10 du projet de loi en ce qui concerne le secteur des travailleurs salariés.

Ces articles visent à maintenir le parallélisme avec le régime des travailleurs salariés en ce qui concerne le plafond des revenus au-dessus duquel le remboursement de la cotisation spéciale ou l'octroi des allocations familiales retenues ne peuvent être obtenus.

Ils sont adoptés successivement par 13 voix contre 4.

**Art. 79**

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par le même vote.

\*  
\* \* \*

L'ensemble des dispositions qui ont été soumises à l'examen de la Commission est adopté, tel qu'il a été modifié, par 13 voix contre 4.

*Le Rapporteur,*

S. DE RAET

*Le Président,*

E. BALDEWIJNS

**Art. 76**

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met dezelfde stemming.

**Art. 77 en 78**

Bij een vraag om toelichting omtrent deze artikelen wijst de Staatssecretaris erop dat het hier om de tegenhanger gaat van wat voor de loontrekenden wordt bepaald in de artikelen 9 en 10 van het wetsontwerp.

Deze artikelen beogen de harmonisering met de werknemersregeling te behouden inzake het inkomen dat niet mag overschreden worden om de terugbetaling van de bijzondere bijdragen of de toekenning van de ingehouden kinderbijslag te bekomen, zij worden achtereenvolgens aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

**Art. 79**

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met dezelfde stemming.

\*  
\* \* \*

Het geheel van de bepalingen die aan de Commissie werden voorgelegd, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 13 tegen 4 stemmen.

*De Rapporteur,*

*De Voorzitter,*

S. DE RAET

E. BALDEWIJNS

**ARTICLE MODIFIE PAR LA COMMISSION****Art. 75**

A l'article 14 du même arrêté, modifié par les lois des 23 décembre 1974 et 6 février 1976, les arrêtés royaux n° 1 du 26 mars 1981, n° 235 du 31 décembre 1983, et l'arrêté royal du 19 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, modifier la répartition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en fonction des besoins financiers des régimes concernés".

2° l'article est complété par un § 3, rédigé comme suit :

"§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis du Groupe de Travail chargé de l'Etude du Statut social des Indépendants, adapter les pourcentages visés aux articles 11, § 5, 12 et 13 à partir de 1991, pour autant qu'ils concernent le mode de calcul des cotisations destinées à plusieurs régimes".

**ARTIKEL GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE****Art. 75**

In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1974 en 6 februari 1976, de koninklijke besluiten nr 1 van 26 maart 1981, nr 235 van 31 december 1983 en het koninklijk besluit van 19 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de in het eerste lid beoogde verdeling wijzigen in functie van de financiële behoeften van de betrokken stelsels";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

"§ 3. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Werkgroep belast met de Studie van het Sociaal Statuut der Zelfstandigen, de in de artikelen 11, § 5, 12 en 13 bedoelde percentages vanaf 1991 aanpassen voor zover zij de wijze van berekening van de bijdragen die voor meerdere stelsels bestemd zijn, betreffen".